

Ces dispositions ne font pas obstacle au droit du salarié de demander en justice une indemnisation supplémentaire s'il est en mesure d'établir l'existence d'un préjudice non réparé au titre de ces dispositions.

Récemment au Bulletin de la Cour de Cassation

> Soc., 23 novembre 2022, n° 21-12.125, (B), FM [ ECLI:FR:CCASS:2022:S001291 ]

L. 8252-3

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le salarié étranger mentionné à l'article **L. 8252-1** bénéficie des dispositions du chapitre III du titre V du livre II de la troisième partie relatives aux assurances et privilèges de salaire pour les sommes qui lui sont dues en application de cet article.

L. 8252-4

Ordonnance n° 2020-1733 du 16 décembre 2020 - art. 16

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les sommes dues à l'étranger non autorisé à travailler, dans les cas prévus aux 1° à 3° de **l'article L. 8252-2**, lui sont versées par l'employeur dans un délai de trente jours à compter de la constatation de l'infraction. Lorsque l'étranger est placé en rétention administrative en application des articles **L. 740-1** ou **L. 751-8** du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ou assigné à résidence en application des articles **L. 731-1** ou **L. 751-2** du même code ou lorsqu'il n'est plus sur le territoire national, ces sommes sont déposées sous le même délai auprès d'un organisme désigné à cet effet, puis reversées à l'étranger.

Lorsque l'employeur ne s'acquitte pas des obligations mentionnées au premier alinéa, l'organisme recouvre les sommes dues pour le compte de l'étranger.

Les modalités d'application des dispositions relatives à la consignation, au recouvrement et au reversement des sommes dues à l'étranger non autorisé à travailler ainsi que les modalités d'information de celui-ci sur ses droits sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

[service-public.fr](#)

> Salarié sans papier : quelles règles pour la rupture du contrat de travail ? : Droits du salarié étranger

### Chapitre III : Contribution spéciale.

L. 8253-1

LOI n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 - art. 36 (V) - Conseil Constit. 2016-744 DC

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Sans préjudice des poursuites judiciaires pouvant être intentées à son encontre, l'employeur qui a employé un travailleur étranger en méconnaissance des dispositions du premier alinéa de **l'article L. 8251-1** acquitte, pour chaque travailleur étranger non autorisé à travailler, une contribution spéciale. Le montant de cette contribution spéciale est déterminé dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. Il est, au plus, égal à 5 000 fois le taux horaire du minimum garanti prévu à **l'article L. 3231-12**. Ce montant peut être minoré en cas de non-cumul d'infractions ou en cas de paiement spontané par l'employeur des salaires et indemnités dus au salarié étranger non autorisé à travailler mentionné à **l'article R. 8252-6**. Il est alors, au plus, égal à 2 000 fois ce même taux. Il peut être majoré en cas de réitération et est alors, au plus, égal à 15 000 fois ce même taux.

L'Office français de l'immigration et de l'intégration est chargé de constater et fixer le montant de cette contribution pour le compte de l'Etat selon des modalités définies par convention.

L'Etat est ordonnateur de la contribution spéciale. A ce titre, il liquide et émet le titre de perception.

Le comptable public compétent assure le recouvrement de cette contribution comme en matière de créances étrangères à l'impôt et aux domaines.

[Conseil d'Etat](#)

> Conseil d'Etat, 1ère et 4ème chambres réunies, 2021-12-30, 437653 [ ECLI:FR:CECHR:2021:437653.20211230 ]

[service-public.fr](#)

> Comment faire pour embaucher un salarié étranger ? : Contribution spéciale